

Elsa Bembaron

L'instance lui demande des engagements plus clairs alors que l'énergéticien doit faire face à 400 milliards d'investissements.

Bernard Fontana, le PDG d'EDF n'en demandait pas tant. Un rapport de la Cour des comptes alerte sur l'état des finances du groupe, qui doit faire face à 460 milliards d'euros d'investissements d'ici à 2040. Face à ce colossal défi, elle demande à l'État des engagements plus clairs. Du pain bénit pour la direction de l'énergéticien qui bataille avec Bercy depuis de longs mois.

Dans le détail, EDF devrait investir 90 milliards d'euros pour la maintenance et la prolongation du parc nucléaire existant. La durée de vie des réacteurs au-delà de 40 ans implique des révisions, des mises aux normes... La Cour des comptes prend aussi l'hypothèse de la construction de 14 EPR2. Formellement, seule la construction des six premiers a été validée, et encore, EDF n'a pas encore pris la décision finale d'investissement (FID), attendue fin 2026. Elle actera le véritable lancement du chantier. Les six premiers réacteurs devraient néanmoins coûter 75 milliards à EDF, selon le dernier chiffrage de la Cour. L'entreprise n'a pas encore rendu public le sien qui devrait s'en approcher. Les huit suivants ne coûteraient donc « que » 40 milliards, en raison des gains de productivité attendus au fil des chantiers et d'une plus grande rapidité d'exécution.

À cela s'ajoutent 15 milliards d'euros pour le parc hydraulique, « sous réserve d'une issue sur la question du renouvellement des concessions », mentionne la Cour qui a rédigé son rapport avant que Paris et Bruxelles ne trouvent un accord sur le sujet. De son côté, EDF ne chiffre pas en milliards les investissements dans ses barrages, mais en gigawatts (GW) supplémentaires, 6 GW en l'occurrence. En outre, 100 milliards d'euros de dépenses sont portés par Enedis, pour la modernisation, l'adaptation au changement climatique et aux nouveaux usages du réseau de distribution. La Cour inclut enfin près de 60 milliards d'investissements à l'étranger, 30 milliards par l'intermédiaire d'EDF Renouvelables (devenu EDF Powers Solutions depuis) et autour de 30 milliards de financement par EDF



EDF devrait investir 90 milliards d'euros pour la maintenance et la prolongation du parc nucléaire existant.

## EDF : la Cour des comptes fustige les injonctions contradictoires de l'État

des investissements d'Orano pour le renouvellement des installations de l'aval du cycle. Le programme du nouveau nucléaire implique en effet la construction de nouvelles capacités de retraitement du combustible nucléaire.

**« Ce rapport porte sur la période passée, sans projeter EDF dans les nouvelles règles de transaction qui entreront en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier »**

Raphaël Shellenberger  
Député non inscrit

« Ce rapport remet davantage en cause les choix politiques, la fragilité du modèle organisationnel, la contradiction entre la rentabilité d'EDF et ses prérogatives de service public que les choix industriels du groupe, analyse Raphaël Shellenberger, député non inscrit. Il porte sur la période passée, sans projeter EDF dans les nouvelles règles de transaction qui entreront

en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier. » Il apporte néanmoins quelques arguments penchant en faveur des choix stratégiques esquissés par Bernard Fontana depuis son arrivée à la tête d'EDF en mai.

La Cour penche en faveur de choix d'investissements, tout d'abord parce que la dette d'EDF s'établit à 53,4 milliards d'euros au 31 décembre. Cette dette est notamment imputable à une génération de cash-flow insuffisante entre 2012 et 2024 pour permettre au groupe de financer ses investissements. Trois coupables sont pointés : les surcoûts liés à la construction de l'EPR de Flamanville, ceux liés à Hinkley Point C (deux réacteurs au Royaume-Uni) et enfin, le développement des investissements d'EDF Renouvelables, « source de consommation systématique de cash-flow sur la période ». « Il revient à EDF de procéder à une revue stratégique des investissements, participations et filiales du groupe afin d'identifier la manière dont ceux-ci pourraient évoluer pour permettre au groupe de financer ses investissements prioritaires en France », note la Cour. Une excellente

chose pour Bernard Fontana qui a expliqué dès son arrivée à la tête du groupe vouloir concentrer ses efforts sur le nucléaire et l'hydraulique, identifiés comme sources de cash-flow par la Cour.

De grosses dépenses en vue... et des rentrées d'argent soumises à davantage d'aléas. La haute instance goûte assez peu les incertitudes apportées par la nouvelle définition du marché de l'électricité, qui entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2026, lorsque l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique (Arenh) prendra fin. Pourtant, ce dispositif qui contraignait EDF à vendre le quart de sa production nucléaire à 42 euros du mégawattheure (MWh) n'a pas toujours fait le bonheur du groupe, surtout quand les prix de marché étaient plus élevés. Dès l'année prochaine, toute la production d'EDF sera soumise à la loi de l'offre et de la demande. La Cour a fait chauffer les calculatrices pour estimer l'endettement du groupe fin 2040 en fonction du prix de l'électricité. La dette serait alors comprise entre 160 milliards d'euros, pour un MWh à 95 euros (en valeur 2022) et

250 milliards d'euros si le MWh tombait à 50 euros. Une façon de dire qu'il va falloir faire des choix politiques entre une dette (abyssale) d'EDF et un prix de l'électricité bas comme élément de compétitivité industrielle pour la France.

À moins qu'une troisième voie ne soit trouvée, avec des modalités de financement innovantes, particulièrement pour le programme EPR 2. En effet, le rapport ne prend pas en compte l'accord conclu par l'État et EDF au sujet du financement du nouveau nucléaire. Le partage des risques et le soutien de la puissance publique sont actés, sous réserve d'obtenir l'approbation de Bruxelles. Les services de l'État, même en l'absence d'un gouvernement, poursuivent les négociations avec l'Europe. Une réponse est attendue l'année prochaine. La Cour enjoint aussi l'État, actionnaire unique d'EDF, de clarifier sa politique de dividendes. Cette année, il devrait toucher 2 milliards de dividendes, après dix ans passés sans percevoir un centime. À l'avenir, l'actionnaire devra peut-être se montrer moins gourmand. ■